

CPM350_49220_SAR_30 / CPM350_49220_SAR_31

DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DU BASSIN DE LA MAINE DANS LE DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

Rivière : la Sarthe Commune: Morannes sur Sarthe-Daumeray Arrêté n° AOT 21-	Demandeur :	Commune de Morannes 12 place du Général de Gaulle 49640 Morannes sur Sarthe-Daumeray
--	--------------------	---

Arrêté relatif aux autorisations de prélèvement d'eau et d'occupation temporaire sur le Domaine Public Fluvial

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE ET LOIRE

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2013 portant Règlement Général de Police et de la navigation intérieure ;

Vu le Règlement Particulier de la Police de la navigation sur la Maine, la Mayenne, l'Oudon et la Sarthe approuvé par arrêté du 9 février 2017 ;

Vu l'arrêté SGAR /DRE n° 693 en date du 26 décembre 2007, portant constatation du transfert du domaine public fluvial au Conseil Général de Maine et Loire ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 22 février 2016, approuvant le règlement départemental du domaine public fluvial et ses annexes, fixant notamment la tarification des redevances domaniales sur le bassin de la Maine ;

Vu la délibération 2020-02-CD-0018 en date du 3 février 2020, approuvant la version révisée du règlement départemental du domaine public fluvial et du chemin de service et de randonnée de la Mayenne, et notamment la tarification des redevances domaniales sur le bassin de la Maine ;

Vu la demande en date du 01/01/2021 par laquelle la Commune de Morannes sur Sarthe-Daumeray sollicite les autorisations de prélèvement d'eau et d'occupation du domaine public fluvial, dans la rivière la Sarthe, sur la commune de Morannes, pour une prise d'eau ;

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DES AUTORISATIONS

Les autorisations d'utilisation d'une prise d'eau et d'occupation du domaine public fluvial (DPF) départemental sont accordées, à titre personnel, précaire et révocable à :

Commune de Morannes
12 place du Général de Gaulle
49640 Morannes sur Sarthe-Daumeray

(toute modification de l'adresse du bénéficiaire devra systématiquement être signalée)

Nature de l'occupation : Prise d'eau,

Coordonnées GPS (WGS 84) : Latitude: [sans objet] | Longitude: [sans objet]

Emplacement : rive gauche sur la rivière la Sarthe, au lieu-dit Les Petites Rivières 1300 m en amont du barrage de Villechien

Le cas échéant, n° de la parcelle cadastrée : [sans objet]

Commune : Morannes sur Sarthe-Daumeray

Usage: arrosage agricole et arrosage du stade municipal

ARTICLE 2 - CONDITIONS TECHNIQUES

L'installation se compose de la manière suivante : 4 pompes fixes d'un débit horaire de 200m³/h (débit maximal autorisé). Les quantités d'eau prélevées annuellement n'excéderont pas 275000 m³.

ARTICLE 3 - DUREE DES AUTORISATIONS

Les autorisations de prise d'eau et d'occupation du domaine public fluvial départemental sont accordées pour une durée de 60 mois à compter du 01/01/2021 et cesseront de plein droit le 31/12/2025.

ARTICLE 4 - RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS

Si le bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de ses autorisations, il devra, au moins trois mois avant la date de leur cessation fixée à l'article 3, en faire la demande par écrit au Département en indiquant la durée pour laquelle il désire qu'elles soient renouvelées.

ARTICLE 5 - REDEVANCE

La redevance annuelle cumulée de prélèvement d'eau et d'occupation du domaine public fluvial se décline comme suit :

Prélèvement d'eau :

Type d'usage	Volume annuel (m³)	Coût au m³	Redevance annuelle
Arrosage agricole	263000	0.0012 €	315.60 €
Arrosage du stade municipal	12000	0.004 €	48 €

Occupation du domaine :

Usage	Emprise	Coût unitaire	Coefficient usage	Redevance annuelle
Privé	3 ml	1.2771€	1.25	4.79 €

L'occupation fait l'objet d'une gratuité conformément au règlement départemental du DPF : Non
Si oui, motif de la gratuité : [sans objet]

Redevance totale annuelle due	368.39 €
-------------------------------	----------

Pour toutes les redevances dont la somme due serait inférieure à 60 €, la somme forfaitaire de 60 € est appliquée, sauf dans le cas d'une occupation faisant l'objet d'une gratuité justifiée par le règlement départemental du DPF

La redevance d'occupation du domaine sera révisée chaque année selon l'évolution de l'index TP 02 – valeur juillet année n-1 (ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales). Cette redevance sera acquittée dès réception du titre de perception correspondant transmis à la Paierie départementale. Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité du fait des variations du niveau des eaux. Si les autorisations venaient à être révoquées ou résiliées en cours d'année pour une raison quelconque, la redevance serait néanmoins due pour l'année entière. En cas de retard dans le paiement du terme de la redevance les sommes dues porteront intérêt de plein droit au taux légal sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Cette redevance sera acquittée dès réception du titre de perception correspondant transmis à la Paierie départementale.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DEPARTEMENTAL RELATIF AU DPF

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra respecter les règles d'occupation et d'utilisation du domaine public fluvial, prévues dans le Règlement départemental du Domaine public fluvial et du chemin de service et de randonnée de la Mayenne, approuvé par le Conseil départemental le 22 février 2016 et révisé par le conseil départemental du 3 février 2020.

ARTICLE 7 – AUTORISATION

L'autorisation présente un caractère personnel, précaire et révocable. Toute non-conformité au règlement pourra entraîner l'abrogation du présent arrêté.

ARTICLE 8 - RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT ARRETE

M. le Président du Conseil départemental de Maine et Loire et M. le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par les soins de M. le Président du Conseil Départemental de Maine-et-Loire.

Fait à ANGERS, le **04 FEV. 2021**

Pour le Président et par délégation,
Le chef du service Rivières et domaine public fluvial



Kristell ALLEE